

**FLUX FINANCIERS, UN DANGER POUR LE DEVELOPPEMENT  
DE L'ECONOMIE POLITIQUE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT :  
LA RDC FACE A LA FUITE DES CAPITAUX**

par

**Laurent NYEMBO**

*Assistant, Université Pédagogique Nationale*

**Prosper KABULO KASONGO**

*Chef de Travaux, Université Pédagogique Nationale*

**Dieu-merci MAMPASI BANZUZI**

*Chef de Travaux, Institut Supérieur de commerce de Matadi*

**Maurice GUDALABUNA MUDI KWITSHI**

*Apprenant*

**Yves Maurice KAYUMBA LOSOSO**

*Assistant, Université Pédagogique Nationale*

## Résumé

La dépendance des pays en développement instaurée par les multinationales à travers les flux financiers constitue une exploitation à impact dévastateur considérable sur les prélèvements fiscaux. En effet, les multinationales privent les pays en développement de la juste part qui leur revient dans les échanges des minerais ou les échanges commerciaux.

*Les échanges commerciaux des matières premières entre pays développés et pays en développement constituent un danger pour les économies de ces derniers du fait de la faiblesse de leur système financier qui est déficient. En effet, le système politique de l'Occident est à la base de pas mal de manipulations financières afin de maintenir les pays en développement dans une spirale infernale du sous-développement, en complicité avec les dirigeants de ces pays qui placent l'argent dans les oasis étrangers à cause du déficit financier. Une telle pratique est loin de favoriser pas la croissance économique de ces pays, et ne permet donc pas de faire face au choc issu des puissances économiques. L'opacité qui caractérise ce négoce est à la base de paradis fiscal, de blanchissement des capitaux, des tensions sociales, politiques, économiques et le financement de terroriste dans les pays sous-développés. Les flux financiers du secteur minier de la RDC facilite la vampirisation de ressources financières (la fraude, le paradis fiscal, la fuite des capitaux, les crimes économiques).*

**Mots clés :** *développement, flux financiers, fuites des capitaux, évasion fiscale, minerais.*

## Abstract :

*Trade in raw materials between developed and a developing countries constitutes a danger to their economies because of the weakness of their financial systems. To this end, the political system of the west orchestrates financial manipulation to keep developing countries in the infernal spiral of underdevelopment in complicity with the leaders of these countries who place the money from these commercial exchanges in foreign oasis due to lack of financial transparency. This practice does not promote the economic growth of these countries; and therefore does not make it possible to cope with the shock coming from economic powers. The opacity surrounding this trade is the basis of tax havens, money laundering and the financing the social, political, economic tensions in underdeveloped countries. Financial flows from the DRC's mining sector and financial influx are dangers to the national economy because they facilitate fraud, tax havens, capital flight, economic crimes, and the vampirization of financial due to the lack of financial transparency.*

**Keywords :** *developing countries, financial flows, capital flight, tax evasion, minerals.*

## INTRODUCTION

La dépendance des pays en développement instaurée par les multinationales à travers les flux financiers constitue une exploitation à impact dévastateur considérable sur les prélèvements fiscaux. Celles-ci s'enrichissent dans les pays d'accueil en délocalisant quasi-systématiquement leurs bénéfices à travers les réseaux, dans les pays à faible pression fiscale ou à pression nulle par manque de dispositions réglementaires liées à la transparence financière. En effet, les multinationales privent les pays en développement de la juste part qui doit leur revenir dans les échanges commerciaux ou dans les minerais. Elles réalisent de gros profits (Chavagneux, C.), Les multinationales définissent-elles les règles de la mondialisation ? *in Automne, Politique étrangère, Revue n°2010/3, Paris, 2013, p.317).*

La fuite des capitaux affaiblit la capacité financière d'un pays à soutenir des projets de développement créateurs des emplois, pour la réduction de la pauvreté et pour optimiser davantage des opportunités des marchés. Dans les pays en développement « au Caraïbe et surtout en Afrique », la fuite des capitaux occasionne des pertes énormes d'argent plus que ce que reçoivent les dirigeants en termes d'investissements étrangers directs, de transferts des fonds et de tout autre flux. (DYENDELAYI, I., Analyse de Fuite des capitaux en Afrique Subsaharienne : cas de la République Démocratique du Congo, Munich Personal Repec Archive, Berlin, 2000-2018, 2000, p.12).

Environ 88, 6 milliards USD sortent illégalement des pays africains chaque année de suite de l'évasion fiscale, de la mauvaise facturation et surtout des autres activités criminelles. (Rapport de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement « CNUCED », New York, 2014). En effet, en 2020 la RDC a perdu 1 milliard USD des revenus potentiels de l'exploitation minière. La fuite des capitaux en RDC pour la période allant de 2012 à 2017 est vue à hauteur d'environ 286, 6 milliards de dollars. (<http://www.bbc.com>, consulté le 20 octobre 2023). Alors que 72 % en 2021 de sa population vit dans la pauvreté avec moins de 1.90 USD par jour.

D'aucuns soutiennent que la crise économique mondiale est la conséquence, d'une part, de grands centres financiers des pays développés effectuant d'importantes dépenses publiques pour l'acquisition des infrastructures de grande envergure et d'autre part, de suite de la surproduction des minerais de commerces illicites ayant des répercussions directes sur les pays en développement. Ce phénomène est la cause de la chute de prix des matières premières des pays sous-développés. En effet, la crise financière mondiale découle des politiques des puissances économiques occidentales où le contrat gagnant-gagnant n'est pas souvent accepté, notamment, les Etats-Unis, l'Angleterre, la France,... qui décident des sorts les Etats faibles.

Les pays en développement qui sont victimes de ce dysfonctionnement, ne savent pas assumer leur responsabilité, en définissant correctement leurs politiques économiques en vue de promouvoir le développement durable. (Khongor, M., Directeur du Centre sud du Genève, Rapport du FMI sur la stabilité financière dans le monde, 2010, p.14). Il sied de noter que l'agenda de négociations internationales demeure largement tributaires des intérêts des pays riches et industrialisés au détriment des pays en développement. (FMI, Programme, 2010, p.63).

La crise économique-financière de 2016 a été la cause de la crise de surproduction des minerais. Elle a provoqué des conséquences socio-économiques importantes liées à l'évasion fiscale, à la fraude fiscale, au paradis fiscal et au blanchiment des capitaux des matières premières provenant des flux illicites de capitaux. Sa manifestation n'a pas été observée dans tous les pays de façon identique. Ces échanges sont des dangers permanents qui menacent les économies des pays en développement, particulièrement, la RDC. La fiscalité laxiste des oasis ne permet pas de cerner sérieusement le volume de pertes des flux financiers que la RDC enregistrait chaque année. Il s'ensuit l'amplification de la dépréciation de francs congolais depuis 2016 jusqu'à nos jours.

Dans cette étude, notre préoccupation est celle de déterminer les stratégies économiques à prendre pour que les ressources minières soient des opportunités pour des populations congolaises ?

Pour mieux élucider cette étude, l'approche stratégique permet d'analyser les comportements des multinationales vis-à-vis des pays en développement en vue de comprendre et de changer leurs attitudes ou comportements pervers dans les flux financiers, car, dans les échanges commerciaux, les Etats comme les acteurs qui sont parties prenantes n'acceptent pas d'être traités comme des moyens au service des buts que les organisateurs fixent pour la conduite de l'organisation. Chacun a ses objectifs, ses buts propres qui ne sont pas forcément opposés par rapport à ceux de l'organisation ; quand bien même ils acceptent en partie l'aliénation de leurs souverainetés sur certaines matières en exécution des accords, traités, etc. L'intérêt porté à cette réflexion consiste à cerner l'opacité des flux financiers illicites dans des échanges commerciaux avec les pays développés afin de présenter leur dangerosité et incidence socio-économiques, dans le but d'envisager la possibilité d'y remédier, étant entendu que les intérêts priment dans les rapports entre les Etats et les organisations. Pour cela, l'analyse diachronique des faits s'avère importante.

## I. CONCEPTUALISATION

### 1.1. Flux Financiers

Les flux financiers constituent un ensemble des échanges réels et monétaires effectués entre les divers agents de la vie économique (*Dictionnaire Larousse illustré 2014*, éd, cedex, Paris, 2014, p.505). Ils désignent les prix internes ou intergroupes portant sur des marchandises circulant dans ceux-ci. Ils dépendent de la stratégie propre du groupe et non des véritables coûts de production. Ils sont les prix de facturation interne entre les sociétés d'un même groupe implantées dans les juridictions fiscales différentes. Ils supposent donc des transactions intergroupes et le passage d'une frontière.

### 1.2. Pays en développement

Selon l'Organisation mondiale de commerce, il n'existe pas une unique définition du concept pays en développement, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de seuil à franchir pour entrer ou sortir de cette catégorie. On peut toutefois le reconnaître par quelques éléments qui permettent de l'identifier des pays développés.

Le pays en développement est celui qui a enclenché un processus de progrès, sur le plan économique et social, afin de relever le niveau de vie de ses habitants, en tentant de mettre fin, notamment, au faible développement de son industrie, à l'insuffisance de sa production agricole, au déséquilibre entre la rapidité de sa croissance démographique et l'augmentation de son revenu national. Le terme « pays en voie de développement » concerne en majorité, les pays d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique du Sud. L'emploi des expressions pays (ou nation) en voie de développement, ou encore pays moins avancé ainsi que des sigles qui leur sont donnés signifie pays pauvres (<http://www.Gouvernement du Québec>, consulté le 14 avril 2018 à 14h 09').

### 1.3. Développement

Pour François Perroux, « le développement » est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». C'est un faisceau de transformations qui modifie les comportements, intègre des connaissances, l'amélioration des qualifications, le savoir-faire industriel, modifie les anticipations dans le sens d'une accumulation (*Dictionnaire économique et social*, éd, Armand-Montrond, Paris, 1987, p.280).

Le développement est considéré ici comme la combinaison des stratégies prises dans de différents domaines de la vie par les acteurs engagés dans le processus de transformation politique, économique, social et culturelle en vue de l'amélioration globale, quantitative, qualitative et durable des conditions de vie des populations.

### 1.4. Echanges commerciaux

Les échanges commerciaux représentent l'action par laquelle deux agents économiques échangent des biens et services, avec une contrepartie monétaire ou en nature. Les échanges commerciaux sont un ensemble des opérations commerciales intervenant entre deux ou entre un pays et un ensemble de pays ou entre des ensembles de pays (*Dictionnaire commercial 2024*, cedex, Paris, p.249).

### 1.5. Fuite des capitaux

La fuite des capitaux désigne le transfert d'actifs libellés en monnaie nationale vers les actifs libellés en devises, dans le pays même ou à l'étranger, selon des modalités qui ne relèvent pas d'opérations normales. (Ndikumana, L., « Fuite des capitaux et paradis fiscaux : impact sur investissement et la croissance en Afrique », *Revue de d'économie de développement*, vol. 22, n°2, 2014, p.113). La fuite des capitaux fait référence à la sortie massive d'actifs financiers d'un pays, généralement motivée par des incertitudes économiques ou politiques.

## II. LE SECTEUR MINIER CONGOLAIS FACE AU DANGER DE GRANDS CENTRES FINANCIERS DES PAYS DEVELOPPES

### 2.1. Fuite des capitaux

La sortie massive des capitaux est un phénomène macroéconomique observable lorsque des capitaux sortent d'une économie d'un pays. Elle peut avoir lieu dans les économies comportant le système de contrôle des capitaux et des échanges ainsi que dans des pays bénéficiant de la liberté de mouvements des capitaux. Les conséquences des échanges commerciaux entraînent des pertes de

ressources à huis clos grâce à l'expertise de l'occident (HAREL, X., *Afrique pillage à huis clos*, Paris, éd, Fayard, 2006, p.24.

Le taux élevé de fuite des capitaux cause de nouvelles augmentations de la dette publique, entraînant de graves défis des ressources budgétaires. Ce qui incite le gouvernement de recourir à la dette étrangère. Cette situation alourdit la dette publique et compromet la vie des générations avenir qui risquent d'en pâtir durant des années. La dette et la fuite des capitaux saignent le continent africain. (Ndikumana, L. et Boyence, J., *La dette odieuse de l'Afrique comment l'endettement et la fuite des capitaux ont saigné un continent*, Sénégal, éd, Amalion, 2000, p. 36).

## 2.2. Méthode de la fausse facturation

La fausse facturation commerciale est souvent ajoutée en complément pour mentionner les techniques d'estimation de la fuite des capitaux. La fausse facturation commerciale peut se produire de deux manières : la sous-facturation à l'exportation et la surfacturation à l'importation. Cette pratique a pour but de masquer les chiffres des différentes opérations de la fuite des capitaux issus des échanges commerciaux. (Issa Dyendelayi, I., op.cit., p. 9).

## 2.3. Echanges commerciaux

Le danger des échanges commerciaux réside dans la fuite des capitaux du secteur minier en RDC vers les grands centres financiers des pays développés, laquelle fuite ralentit son élan de développement économique. Ces échanges commerciaux contribuent au pillage des ressources minières, au crime économique, au blanchiment des capitaux qui fragilisent son système financier au profit des pays développés (Rapport du Panel sur le progrès en Afrique, de 2013).

La RDC possède des ressources minières les plus stratégiques du monde, mais sans en tirer profit considérable à cause de la sous-évaluation systématique des actifs des entreprises. Les concessions minières de la Gécamines au Katanga, en province Orientale, au Maniema, au Nord et Sud-Kivu qui devraient générer des bénéfices pour le trésor public ont été vendues aux investisseurs étrangers dont la plupart sont immatriculés dans des centres OFFSHORE. Ces entreprises ont provoquées des pertes considérables pour les finances publiques de l'Etat congolais. En 2008, une commission parlementaire a révélé que le gouvernement congolais avait perdu 450 millions de dollars à cause d'une mauvaise gestion caractérisée par la corruption et les politiques fiscales déficientes (Rapport du Panel, op. cit., p. 14).

En 2010 - 2012, la RDC a perdu au moins 1,36 milliards de dollars de recettes par la sous-évaluation des actifs miniers provenant des sociétés Offshores. En 2013-2015, Global Wikinnes a relevé une lourde perte de plus de 750 milliards de dollars détournés et rapatriés vers les banques étrangères, par les entreprises minières au Katanga en complicité avec certaines régies financières congolaises. Ces banques font échapper également la traçabilité des opérations financières évaluées à 40% de recettes en devises rapatriées. Cette manœuvre fragilise les micro-finances et accentue la dépréciation des francs congolais face au dollar américain. Cette nébulosité fiscale est une complicité des dirigeants qui orchestrent des paradis fiscaux à travers le négoce (Rapport Global Wikinnes sur la traçabilité de recettes des minerais du Katanga, 2015).

En 2017, la Banque Centrale de la RDC a enregistré la fuite des capitaux de plus de 25 milliards de dollars en trois ans, signalés par les entreprises minières exploitant les concessions de la Gécamines au Katanga. Les devises qui échappent vont créer un accroissement de recettes des institutions financières étrangères. Elles créent le financement et les emplois dans lesdites institutions. En 2018, la RDC a enregistré la perte de 1,4 milliard USD à travers la société générale des carrières minières « Gecamines ». (Rapport Global Wikinnes, op. cit., 26).

## 2.4. Fuite des capitaux des pays en développement vers les pays développés

Dans ces deux pays en développement pris à titre illustratif, les montants de la fuite des capitaux se chiffrent comme suit : 19 milliards USD pour le Venezuela, 200 milliards USD en 2006, 150 millions en RDC en 2015. La moitié du montant fourni par la Banque mondiale provenait des pays en développement, et grâce auquel la Banque mondiale a découvert l'opacité et les capitaux cachés dans les pays industrialisés. (Rapport de la Banque mondiale sur la fuite des capitaux des pays en développement et industrialisés, 2015, p.11).

En plus, en 2008 l'organisation Britannique Christian Aid estime à 160 millions USD enregistrés par an comme manque à gagner, découlant des manipulations fiscales des groupes internationaux. Par ailleurs, ces pays perdent la trace des opérations bancaires de 50 millions USD que les élites placent



investissements directs des portefeuilles de l'Etat, les crédits commerciaux d'origine bancaire, ainsi que les financements d'entités non bancaires. Il s'ensuit que les exportations des matières premières qui devraient consolider les économies, n'ont pas permis la création des investissements dans les Etats producteurs, bien moins, la formation de la valeur ajoutée des biens pour accroître le PIB (Rapport de l'organisation internationale du travail, sur les conséquences de la crise économique dans les pays en développement, 2016, p.8). Les banques étrangères avaient suspendu l'octroi des crédits aux pays en développement par crainte de la perte du capital. La rareté de masse monétaire dans le circuit financier se faisait remarquer et les prévisions de croissance peinaient dans leur application. Pendant cette période, les banques avaient abouti même à un solde négatif. Les primes et les taux d'intérêt applicables à ces pays ont marqué une forte hausse sur le marché des obligations au cours de l'année 2010. Selon la Banque mondiale, l'afflux net de capitaux dans les pays en développement avait diminué en 2008, atteignant 727 milliards USD, alors qu'en 2009, il avait totalisé 1160 milliards USD. Le choc a été rude pour certains pays en développement de sorte que leurs monnaies se sont dépréciées avec le retrait de capitaux. (Rapport de Global Financial stability (GFSR 2015).

## 2.8. Résultats de la recherche

Les flux financiers sont des transactions financières qui constituent un investissement dans des pays au système financier transparent. Les flux de commerce extérieur ont des retombées sur la hausse de salaire, l'emploi, les investissements, etc. (ABDELMAJID El Cohen, *Les pensées économiques*, Casablanca, nouvelle Edition, 2002, p.15). En régime de change flexible, la monnaie nationale se déprécie, ce qui améliore la compétitivité des produits nationaux ; l'augmentation de la demande étrangère et annule l'effet initial sur la demande de biens. Le régime de change isole totalement l'économie nationale aux chocs externes. (GUILLOCHONS, B. et KAWECKI, A., *Macro-économie et commerce internationale*, Paris, éd, Dupond, 2009, p.278-279).

Dans les pays en développement en général, et particulièrement en RDC, les flux financiers favorisent l'évasion fiscale, la fraude fiscale, la fuite des capitaux, le blanchiment des capitaux, les crimes économiques, l'enrichissement illicite et le financement des terroristes. Ces pratiques sont entretenues par les dirigeants qui dissimulent des fortunes dans les oasis étrangers faute de la transparence financière et de la mauvaise gouvernance. Ils masquent la traçabilité des opérations financières en vue d'orchestrer la fuite des capitaux, etc. La grande conséquence de la récession est la réduction mouvement d'import et d'export qui entraîne le déficit budgétaire aboutissant au recours à la dette extérieure.

La dangerosité des flux financiers consiste à une vampirisation des ressources financières provoquant des déficits budgétaires dans le système financier laxiste. En 2012, la perte de fuite des capitaux des minerais en RDC s'élève à plus de 3090 milliards USD ; en 2022, elle est d'une valeur de plus de 796. 956.755 kg des minerais exportés à travers des voies clandestines. (Mbura Mbahikya, A., *Gouvernance minière et gouvernementalité de la violence prédatocratique. L'Etat entre l'économie politique de guerre et souveraineté permanente sur les ressources naturelles au Nord Kivu*, thèse de doctorat en SPA, UNIKIN, 2017- 2020, p. 147).

## 2.9. Perspectives

Les gouvernements des pays en voie de développement devront avoir une obligation de la vision et des stratégies des politiques économiques nationales axées sur l'exploitation, la transformation et la commercialisation des ressources minières en vue de se libérer de la dépendance absolue envers les pays riches ou industrialisés, qui les enferment dans la pauvreté infernale, pour améliorer les conditions socio-économiques de leurs populations. Les chefs de gouvernements de pays en développement devront développer des politiques économiques nationales intraverties, basées sur la création des unités de production, de transformation et de commercialisation pour assurer la chaîne de valeur sécurisée ; renforcer les mécanismes de traçabilité dans des échanges commerciaux, des flux commerciaux, et de transparence financière afin de changer le paradigme de domination économique qui existe entre les pays producteurs de matières premières qui restent pauvres et les pays importateurs qui deviennent des plus en plus riches et prospères.

Les dirigeants de la RDC devront définir une politique économique sur les minerais stratégiques dont elle dispose. Ces minerais stratégiques tant recherchés dans le monde moderne peuvent hausser le budget dérisoire du gouvernement, surtout durant des tractations commerciales des grandes puissances politiques et économiques (USA, Europe, Russie et Chine). Ils devront augmenter la capacité en desserte électrique, socle de la chaîne de valeur pour la consolidation du PIB ; initier la création des écoles

nationales spécialisées de Mines au niveau secondaire et universitaire, où devront être formés les spécialistes en la matière ; créer des centres de formation et d'encadrement de paysans sur l'exploitation artisanale des minerais, la taillerie et la bijouterie artisanale ; le gouvernement devra entreprendre des réformes en justice pour un véritable Etat de droit qui soit capable de mettre fin à toute forme de malversation financière des minerais. Pour cela, il devra s'appuyer sur des services spécialisés tels que l'Inspection Générale des Finances, la cour des Comptes et le Conseil Supérieur du Portefeuille dans le but de sanctionner les contrevenants pour l'efficacité dans des échanges commerciaux des minerais.

Le mode de gestion et de distribution du pouvoir politique et économique, détermine pour une large part au sein de l'Etat, la nature des attitudes du citoyen à l'égard des affaires publiques. Plus cette gestion est bonne (c'est-à-dire plus elle répond aux attentes du plus grand nombre de la population), elle a des chances de favoriser le civisme des citoyens. Par contre, lorsque la gestion du pouvoir est irrationnelle et sa distribution injuste, le citoyen a tendance à manifester sa frustration au moyen de comportement incivique. L'incivisme des dirigeants conduit à l'incivisme des gouvernés et au désordre généralisé. Un mode de gestion du pouvoir capable de favoriser l'émergence et le développement de l'esprit civique est celui qui prend nécessairement en compte la rationalité, la justice, l'égalité, ... (NGOMA BINDA, La participation politique, élément de fonction civique et politique, IFP et FFA, Kinshasa, 1994, p.63). La moralité invite donc les gouvernants de la RDC à interioriser les valeurs et les attitudes démocratiques conséquentes, minimisant toutes les influences indésirables au niveau personnel ou impersonnel, en privé ou en publique. Il leur faut des efforts de vulgarisation de la culture fiscale dans le champ administratif.

## CONCLUSION

La dépendance des pays en développement instaurée par les multinationales à travers les flux financiers constitue une exploitation à impact dévastateur considérable sur les prélèvements fiscaux. En effet, les multinationales privent les pays en développement de la juste part qui leur revient dans les échanges commerciaux. La sortie massive des capitaux est un phénomène macroéconomique observable lorsque des capitaux sortent d'une économie d'un pays. Le taux élevé de la fuite des capitaux cause de nouvelles augmentations de la dette publique, entraînant de graves défis des ressources budgétaires. Ce qui incite les gouvernants à recourir à la dette étrangère. Cette situation alourdit la dette publique et surcharge des générations avenir qui risquent d'en pâtir durant plusieurs années.

La dangerosité des flux financiers en RDC consiste à une vampirisation des ressources financières provoquant des déficits budgétaires ; en effet, elle résulte des échanges commerciaux qui amenuisent l'économie des pays en développement faute de la transparence financière. En 2012, le chiffre de perte des minerais en RDC s'élève à plus de 3090 milliards USD, occasionnant plus de 796.956.755 kg des minerais exportés de façon illicite. Le comportement pervers dans les flux financiers est l'une des causes du sous-développement des pays qui finissent par recourir aux bailleurs des fonds. Les échanges commerciaux déficients facilitent la fraude fiscale, l'évasion fiscale, la fuite des capitaux, le paradis fiscal et le blanchiment des capitaux vers le système financier des pays riches ou industrialisés. Ces manœuvres est une complicité des dirigeants des pays en développement et des multinationales. Elles constituent une méthode de financement du système financier des pays riches et une perte des recettes de celui des pays en développement dont la plupart sont des pays africains. La fuite des capitaux restreint la capacité à mobiliser des avoirs intérieurs. Par ailleurs, la surproduction des matières premières sur le marché international produit des crises économiques récurrentes qui se répercutent sur les pays en développement.

Ainsi donc, les dirigeants de la RDC sont conviés à la définition d'une bonne politique économique sur les minerais stratégiques dont elle dispose. Le mode de gestion et de distribution du pouvoir politique et économique, détermine pour une large part au sein de l'Etat, la nature des attitudes du citoyen à l'égard des affaires publiques. Plus cette gestion est bonne (c'est-à-dire plus elle répond aux attentes du plus grand nombre de la population), elle a des chances de favoriser le civisme des citoyens. Par contre, lorsque la gestion du pouvoir est irrationnelle et sa distribution injuste, le citoyen a tendance à manifester sa frustration au moyen de comportement incivique. L'incivisme des dirigeants conduit à l'incivisme des gouvernés et au désordre généralisé.

**BIBLIOGRAPHIQUE**

- CHAVAGNEUX, C., Les multinationales définissent-elles les règles de la mondialisation ? *in automne, Politique étrangère*, Revue n°2010/3, Paris, 2000.
- DYENDELAYI, I., Analyse de Fuite des capitaux en Afrique Subsaharienne : cas de la République Démocratique du Congo, Munich Personal Repec Archive, Berlin, 2000-2018, 2000.
- HAREL, X., Afrique pillage à huis clos, éd, Fayard, Paris, 2006.
- GUILLOCHON, B. et KAWECKI, A., Macro-économie et commerce internationale, éd, Dupond, Paris, 2009.
- MBURA MBAHIKYA, A., Gouvernance minière et gouvernementalité de la violence prédatocratique. L'Etat entre l'économie politique de guerre et souveraineté permanente sur les ressources naturelles au Nord Kivu, thèse de doctorat en SPA, UNIKIN, 2017- 2020.
- NDIKUMANA, L., Fuite des capitaux et paradis fiscaux : impact sur investissement et la croissance en Afrique, *revue de l'économie de développement*, vol. 22, n°2, 2014.
- NDIKUMANA, L., et BOYENCE, J., La dette odieuse de l'Afrique. Comment l'endettement et la fuite des capitaux ont saigné un continent, éd, Amalion, Sénégal, 2013.
- NGOMA BINDA, La participation politique, élément de fonction civique et politique, IFP et FFA, Kinshasa, 1994.
- Dictionnaire économique et social, éd, Armand-Montrons, Paris, 1987.
- Dictionnaire commercial, cedex, Paris, 2024.
- Banque mondiale, Rapport sur la fuite des capitaux des pays en développement et industrialisés, 2015.
- FMI, Programme (Strauss-Kahn Directeur Général), 2010.
- Rapport de Christian Aid, sur l'évasion fiscale des pays en développement, Londres, 2015.
- (Rapport de Global Financial stability (GFSR 2015).
- Rapport de l'organisation internationale du travail sur les conséquences de la crise économique dans les pays en développement, 2016, p.8.
- Rapport de CPGL, Rapport sur la fraude minière et la contrebande à BUKAVU, 25 Juillet 2017.
- Gouverneur de la Banque Centrale du Congo, Rapatriement de devises à Lubumbashi, 19 mai 2017.
- Rapport de l'Institut pour la Géoscience de Recherche BGR, 2017.
- Rapport de la Banque mondiale sur la fuite des capitaux des pays en développement et industrialisés, 2015.
- Rapport de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement « CNUCED », 2020.
- Rapport de la plénière IDAKI4 du « Commerce transfrontalier, fraude et contrebande dans la région des Grands Lacs » BUKAVU, 25 au 26 mai 2017.
- Rapport Global Wilkins sur la traçabilité de recettes des minerais du Katanga, 2015.
- <http://www.bbc.com>, consulté le 20 octobre 2023.
- <http://www.tarifdouanier.eu.info>, consulté le 14 mai 2024.
- <http://www.studysmater.fr>. consulté le 15/03/2024.